



Tou-tes en grève et devant le Ministère contre les suppressions de classes et de postes, pour défendre le Plan d'urgence 93 : jeudi 21 mai !

Le 21 mai, la grève doit être massive : montrons notre détermination avant le 3 juin, jour de l'audience au ministère. L'objectif, la réouverture des négociations sur les dotations de notre département.

Mardi 31 mars, la mobilisation était forte dans notre département à l'initiative de l'intersyndicale FSU-CGT-SUD-CNT et la FCPE. Il s'agit d'en finir avec les milliers de suppressions de postes annoncées par le gouvernement et les 296 fermetures de classe dans le 93, en continuant de défendre l'impératif d'un plan d'urgence pour notre département.

Notre combat s'est poursuivi à travers un rassemblement le 7 avril devant la préfecture. D'ores et déjà, **des avancées ont été obtenues dans le premier degré par la force de la mobilisation** mais on compte toujours 275 fermetures de classes. Partout dans le département des réunions de parents et de personnels s'organisent.

La ténacité des personnels de l'éducation et des parents de Seine-Saint-Denis s'appuie sur leur exigence de justice sociale et leur revendication d'égalité entre les territoires. Nous avons été présent·es à chaque rendez-vous de lutte depuis plus de 2 ans.

Rien n'est joué d'avance. Quand les services publics sont fragilisés, s'engager pour les défendre devient une nécessité professionnelle, pour l'ensemble de nos élèves. Et c'est aussi ce qui donne du sens à notre métier.

Le ministère doit rendre des comptes : c'est bel et bien sous la pression de la mobilisation des personnels et des parents d'élèves que nous serons reçu.es le 3 juin ! Nous devons nous y présenter fort.es d'un élan massif en termes de lutte.

Aussi, le 21 mai, nous serons à nouveau en grève et dans la rue pour exiger mieux pour les personnels et nos élèves. D'autres rendez-vous suivront, en particulier avec les parents d'élèves. Le plan d'action est clair et nous sommes déterminé·es.

L'intersyndicale FSU-CGT-SUD-CNT et la FCPE revendiquent :

- l'annulation des 275 fermetures de classes dans le 93 et des 3 256 suppressions de postes prévues pour la rentrée 2026 ;
- une dotation dans le 1er et le 2nd degré répondant aux revendications du Plan d'Urgence 93 ;
- la création de postes d'infirmiers et d'infirmières scolaires, d'assistant·es sociales et de psychologues pour le 1er et le 2nd degré;
- un véritable statut pour les AESH et des créations de postes à la hauteur des besoins

Dans le même temps, nous sommes de toutes les luttes qui traversent notre département dont la protection des personnels et la lutte contre les VSS, assumant pleinement en tout lieu et en tout temps notre syndicalisme de lutte et de transformation sociale.

Rendez-vous le 21 mai en grève et dans la rue pour un plan d'urgence pour l'éducation dans le 93